



CFSI

Durablement
contre la faim

rapport annuel

année 2008

Comité français pour la solidarité internationale
32 rue Le Peletier - 75009 Paris
Tél. : 01 44 83 88 50 - Fax : 01 44 83 88 79
E-mail : info@cfsi.asso.fr

www.cfsi.asso.fr



© Marie Guingot

DURABLEMENT CONTRE LA FAIM

AGIR DURABLEMENT CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

⇩ UN COLLECTIF D'ACTION POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CFSI est un collectif associatif de 24 organisations françaises engagées dans la solidarité internationale. Cette plateforme soutient des actions proposées par ses organisations membres. Elle conduit des initiatives collectives pour réduire durablement la faim, la pauvreté et les inégalités dans les pays et les régions les plus pauvres du monde.

⇩ TROIS MISSIONS COMPLÉMENTAIRES

- ↳ Soutenir des projets concrets de développement.
- ↳ Sensibiliser et mobiliser le public français sur les questions de solidarité internationale.
- ↳ Relayer les attentes des populations pauvres et de leurs organisations et plaider leur cause auprès des institutions internationales.

⇩ QUATRE PRINCIPES POUR AGIR

- ↳ Agir sur les causes plutôt que sur les conséquences.
- ↳ Agir dans la durée plutôt que ponctuellement.
- ↳ Agir ensemble plutôt que chacun de son côté.
- ↳ Agir en soutien à des partenaires locaux plutôt qu'à leur place.

⇩ LES RÉSULTATS ATTENDUS DE NOS ACTIONS

- ↳ Des familles paysannes vivent dignement de leur travail et se nourrissent.
- ↳ Des artisans développent leurs activités, créent de l'emploi et forment des apprentis.
- ↳ Des organisations locales se mettent au service des populations et participent au développement de leur village, de leur ville ou de leur pays.

L'ÉQUIPE DU CFSI EN 2009

Jean-Louis Vielajus
Délégué général
vielajus@cfsi.asso.fr

Anne-Françoise Taisne
Déléguée générale adjointe
taisne@cfsi.asso.fr

Agnès Belaïd
Responsable programme
belaïd@cfsi.asso.fr

Delphine Arnould
Responsable programme
arnould@cfsi.asso.fr

Pascal Erard
Responsable plaidoyer
erard@cfsi.asso.fr

Anne d'Orgeval
Responsable éducation au développement
dorgeval@cfsi.asso.fr

Sarah Pecas
Chargée de mission Agriculture et Alimentation
pecas@cfsi.asso.fr

Saskia Arndt
Chargée du suivi des financements
arndt@cfsi.asso.fr

Véronique Ancelin
Comptable
ancelin@cfsi.asso.fr

Ghania Gharbi
Assistante administrative
gharbi@cfsi.asso.fr

Typhaine Diouf
Chargée de communication
communication@cfsi.asso.fr

LE BUREAU AU 31/12/08

Président	Yves Berthelot
Vice-présidente	Bénédicte Hermelin
Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon

AFDI - Agriculteurs français et développement international
Agir ABCD - Association générale des intervenants retraités
Agrisud International
Batik International
Cap Solidarités
CFTC - Confédération française des travailleurs chrétiens
CGT - Confédération générale du travail
CIEPAC - Centre international pour l'éducation permanente et l'aménagement concerté
CUF - Cités unies France
Echoppe
Electriciens sans frontières
Elevages sans frontières
ESSOR - Essor, soutien, formation, réalisation
FNMF - Fédération nationale de la mutualité française
GERES - Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités
GRDR - Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde
GRET - Groupe de recherche et d'échanges technologiques
ISF - Ingénieurs sans frontières
Misola
SPF - Secours populaire français
Syfia International
TECH DEV - Technologie pour le développement
UNADEL - Union nationale des acteurs et des structures de développement local
UNMFREO - Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation

Toutes les coordonnées sur www.cfsi.asso.fr

La flambée des prix agricoles et alimentaires de 2007 paraissait s'éteindre provisoirement. L'année 2008 semblait devoir amorcer une pause dans la redoutable hausse des courbes de la faim et de la pauvreté dans le monde, même si l'hypothèse de volatilité durable des prix agricoles rendait une reprise prévisible dans les prochaines années. Et c'est la crise financière, avec son lourd impact économique et social qui est venu occuper tout l'espace mondial : d'abord les pays riches, puis et par conséquence, les pays pauvres dont l'économie s'est trouvée affaiblie par la récession mondiale. Au terme de l'année 2008, nous voyons fondre toute chance d'atteindre le 1er objectif du millénaire pour le développement : réduire de moitié l'incidence de la pauvreté et de la faim d'ici 2015. La prévision pour 2009 est une augmentation de près de 100 millions du nombre de ceux qui descendront sous le seuil de pauvreté absolue. La barre du milliard de sous-alimentés sera dépassée, c'est-à-dire 150 millions de plus qu'en 2007¹.

L'évidence est bien présente : la régulation des échanges économiques et de l'activité financière reste défailante pour notre propre société comme pour les pays pauvres. Les dégâts sont évidents en France, mais ils sont aggravés dans des sociétés qui ne disposent d'aucun filet de sécurité pour amortir une crise puis l'autre.

Une vision optimiste conduirait à dire qu'on ne peut faire pire et que la période à venir sera celle de la correction des effets négatifs du modèle libéral. On en perçoit des signes, avec la volonté de modifier profondément l'approche des questions agricoles : un consensus se fait sur la nécessité de développer l'agriculture des pays du Sud. Et la volonté de renforcer les régulations s'affiche dans les rencontres internationales.

Mais à y regarder de plus près, rien n'est vraiment acquis. Concernant la question agricole et alimentaire, par exemple, les territoires entiers, au Sud, sont préemptés par des pays plus riches se préoccupant de leur propre sécurité alimentaire. Les projets fleurissent de mobilisation foncière pour la production d'agro carburants. Et l'idée d'une agriculture familiale viable et durable, assurant la souveraineté alimentaire², est insuffisamment partagée. Dans ce contexte, la mission du CFSI apparaît d'une totale actualité. Sa vocation historique de campagne contre la faim l'a conduit en 2008 à développer et élargir la mobilisation pour répondre à la hauteur des enjeux. Les avancées sur la mise en place d'un fonds pour l'agriculture et l'alimentation et sur un engagement de la coopération décentralisée vont dans ce sens. La campagne de sensibilisation et d'influence **ALIMENTERRE** a permis d'expliquer les tenants de la « crise alimentaire ». L'appui à des organisations paysannes et de consommateurs au sud leur a donné l'occasion de se faire mieux entendre des citoyens et des gouvernants.

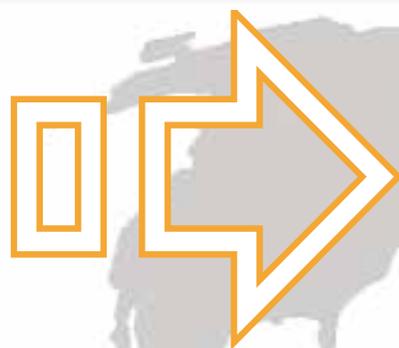
Pour chacune de ces activités, le conseil de direction et l'équipe exécutive ont cherché systématiquement à leur donner une prolongation en 2009, de façon à inscrire l'action du CFSI dans la durée. Ces nouvelles perspectives de croissance de l'activité portent l'espoir de donner quelques éléments de réponse aux conséquences qui secouent le monde et qui mettent à mal le quotidien et la dignité de tant d'hommes, de femmes et d'organisations au sud.

Yves Berthelot,
président



¹ - Source FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
² - La souveraineté alimentaire c'est le droit pour un pays ou un groupe de pays de mener une politique agricole et alimentaire adaptée à ses besoins, sans dommage pour les autres pays.

#1 L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT



EN 2008, GRÂCE À SES DONATEURS ET À SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS, À L'IMPLICATION DE SES 24 ORGANISATIONS MEMBRES ET À L'ENGAGEMENT DE SES PARTENAIRES AU SUD, LE CFSI A SOUTENU PLUS DE 50 PROJETS À TRAVERS LE MONDE.



↳ plus de 50 actions ...

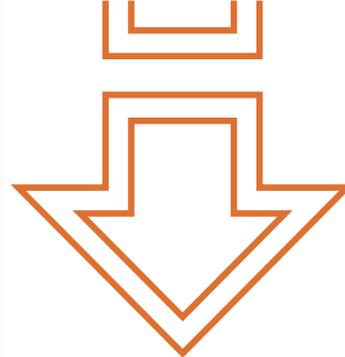
pour l'amélioration de l'agriculture familiale,
pour le développement de l'artisanat et de l'emploi,
pour le renforcement d'organisations locales.

↳ ... dans 18 pays

Algérie, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cap Vert, République
du Congo, El Salvador, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie,
Maurice, Mozambique, Niger, Sénégal, Togo, Union des
Comores, Vietnam.

↳ 3 programmes collectifs

Programme concerté pluri-acteurs au Congo
Joussour, programme concerté pluri-acteurs en Algérie
Programme " Société civile et Participation "



Les actions soutenues par le CFSI répondent à un nombre limité de priorités. Toutes vont dans le sens d'agir pour pouvoir : se nourrir, vivre dignement de son travail, participer pleinement au développement de son pays.

↳ POUVOIR SE NOURRIR

Puisque la majorité de ceux qui souffrent de la faim sont des paysans et des ruraux, la priorité s'impose. Les actions soutenues par le CFSI visent à améliorer la production agricole de milliers de petits exploitants, assurant ainsi une alimentation régulière à leur famille et une augmentation de leurs revenus.

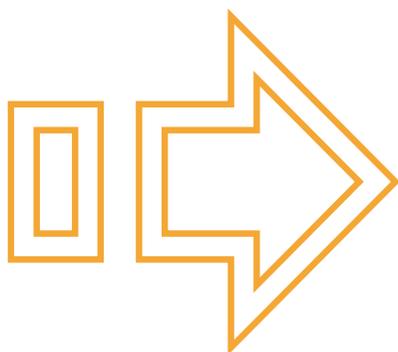
↳ POUVOIR VIVRE DIGNEMENT DE SON TRAVAIL

Beaucoup de ceux qui ont moins de 1 euro par jour pour vivre sont des femmes et des jeunes. Ayant quitté l'école trop tôt et vivant d'expédients, ils ont peu de chances de pouvoir trouver ou créer un emploi stable et de s'insérer dans leur société. Aider des jeunes à trouver une formation puis plus tard un emploi, ou des femmes à monter une coopérative, tout ceci contribue à favoriser l'insertion et à réduire la pauvreté.

↳ POUVOIR PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE SON PAYS

Quelle que soit sa qualité, la solidarité internationale ne remplacera jamais, sur le long terme, l'action des organisations et associations locales qui agissent pour le développement de leur village, de leur ville et de leur pays. C'est pourquoi il est important de consacrer une part de l'effort de coopération à renforcer les compétences des organisations locales.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION



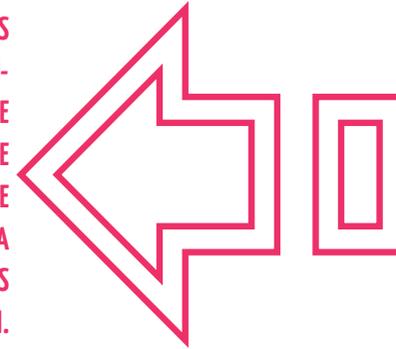
SUR 963 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM EN 2008 80 % SONT DES PAYSANS ET DES RURAUX. PARCE QUE LA FAIM FRAPPE D'ABORD LES PAYSANS, LE CFSI SOUTIEN DES ACTIONS VISANT À AMÉLIORER L'AGRICULTURE FAMILIALE.

- ⇒ assurer aux paysans les moyens indispensables pour exercer leur métier : accès à la terre, accès au micro crédit, disponibilité en eau pour les cultures ;
- ⇒ permettre aux paysans d'accéder aux formations nécessaires pour améliorer leur production agricole et pour mieux commercialiser leurs produits ;
- ⇒ faciliter la création d'organisations paysannes, proches des préoccupations de leur base, qui puissent faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics.

PAYS / RÉGION	PARTENAIRES FRANÇAIS ET LOCAUX	OBJECTIF	RÉSULTATS ATTENDUS / OBTENUS
BURKINA-FASO	AFDI	MIEUX GÉRER POUR MIEUX SE NOURRIR : CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE	LE CONSEIL A L'EXPLOITATION FAMILIALE VOIT SON NOMBRE D'ADHÉRENTS AUGMENTER. LES REVENUS DES PRODUCTEURS SONT SÉCURISÉS.
BURKINA-FASO	AFDI	COMMERCIALISER UN RIZ DE QUALITÉ SUR LES MARCHÉS URBAINS	LES PRODUCTEURS ET LES FEMMES SONT FORMÉS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ ET LA PRÉSENTATION DU RIZ. LES CONSOMMATEURS URBAINS ONT ACCÈS À UN RIZ LOCAL DE QUALITÉ.
CAMBODGE	GRET	PROMOUVOIR LES PRODUITS LOCAUX EN IGP (INDICATION GÉOGRAPHIQUE PROTÉGÉE)	CRÉATION D'UNE APPELATION D'ORIGINE POUR LE SUCRE DE CANNE. LES PRODUITS LOCAUX SONT VALORISÉS SUR LES MARCHÉS CAMBODGIENS ET À L'EXPORTATION.
CAMBODGE	AGRISUD	DÉVELOPPER L'AGRICULTURE PÉRIURBAINE POUR ASSURER UN MEILLEUR APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS	LA PRODUCTION ET LES REVENUS DES FAMILLES D'EXPLOITANTS AUGMENTENT. LES PRATIQUES AGRO ÉCOLOGIQUES ET LES SYSTÈMES DE PRODUCTION SONT DIFFUSÉS.
CAP VERT	ESSOR	SÉCURISER LA PRODUCTION ET LA COMMERCIALISATION AGRICOLE	300 AGRICULTEURS AUGMENTENT LEUR PRODUCTIVITÉ, 200 FAMILLES UTILISENT UN NOUVEAU SYSTÈME DE TRANSFORMATION ET/OU DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES, AMÉLIORANT AINSI LEURS REVENUS ET LEUR ALIMENTATION
EL SALVADOR	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	CONSOLIDER L'AUTOGESTION DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES	LES FAMILLES PRATIQUENT UNE AGRICULTURE DIVERSIFIÉE ET RAISONNÉE EN HARMONIE AVEC L'ENVIRONNEMENT. ELLES DÉVELOPPENT DES MICRO-ENTREPRISES AGROPASTORALES.
MALI	GRDR	DÉVELOPPER UNE ACTIVITÉ MARAÎCHÈRE DIVERSIFIÉE ET DE QUALITÉ	LA PRODUCTION HORTICOLE ET LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AUGMENTENT. L'ALIMENTATION DE LA POPULATION SE DIVERSIFIE.
MOZAMBIQUE	ESSOR	PROMOUVOIR L'AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE AUTOUR DE MAPUTO, LA CAPITALE	3 000 AGRICULTEURS UTILISENT DES MÉTHODES AGRO ÉCOLOGIQUES POUR AUGMENTER LEURS PRODUCTIONS ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DES PRODUITS. ILS ALIMENTENT AINSI LES MARCHÉS DE MAPUTO.
NIGER	GERES	DÉVELOPPER L'ÉGRAINAGE MÉCANIQUE DU MIL	ANNUELLEMENT, 25 À 30 TONNES DE MIL SONT ÉGRAINÉES PAR BATTEUSE. LES FEMMES AUGMENTENT LEURS REVENUS ET LEURS TÂCHES SONT ALLÉGÉES (20H EN MOINS PAR MOIS)
NIGER	MISOLA	AMÉLIORER L'ACCÈS AUX COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES	LES DÉPÔTS DE FARINE MISOLA DANS LES CENTRES DE SANTÉ ET DE NUTRITION SE GÉNÉRALISENT. LA POPULATION ACCÈDE À FAIBLE PRIX À DES COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES INFANTILES À BASE DE CÉRÉALES LOCALES.
TOGO	ECHOPPE	AMÉLIORER LA PRODUCTION DE MAÏS ET ORGANISER SA COMMERCIALISATION POUR SÉCURISER L'APPROVISIONNEMENT DES VILLES	30 TONNES DE SEMENCES COMMERCIALES SONT PRODUITES PERMETTANT LA CULTURE DE 1 660 HA ET LA PRODUCTION DE 3 000 TONNES DE MAÏS.

- ⇒ des artisans développent et organisent leurs activités ;
- ⇒ des jeunes, ruraux ou citadins, ont accès, via des programmes d'insertion économique, à une formation professionnelle, tout en bénéficiant d'une alphabétisation et d'une éducation scolaire qu'ils n'ont souvent pas reçues ;
- ⇒ des femmes, premières victimes de l'exclusion, s'organisent en groupements et coopératives pour démarrer des activités rémunératrices et augmenter le revenu de la famille.

QUAND UN MILLIARD D'HOMMES ET DE FEMMES ONT MOINS D'UN EURO PAR JOUR POUR SURVIVRE, IL DEVIENT PLUS QU'URGENT DE METTRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ. PARCE QUE LA SPIRALE DE L'APPAUVRISSMENT TOUCHE LES FAMILLES, LES ARTISANS, LES JEUNES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI, LE CFSI SOUTIENDES ACTIONS VISANT À AMÉLIORER LEUR SITUATION.

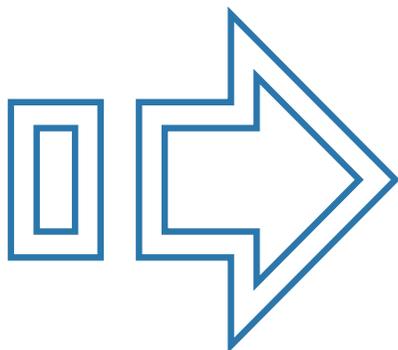


PAYS / RÉGION	PARTENAIRES FRANÇAIS ET LOCAUX	OBJECTIF	RÉSULTATS ATTENDUS / OBTENUS
BRÉSIL	ESSOR	INSÉRER ÉCONOMIQUEMENT LES POPULATIONS À FAIBLES REVENUS DE LA RÉGION PARAIBA	600 JEUNES ONT BÉNÉFICIÉ D' ACTIONS D'INSERTION ÉCONOMIQUE OU DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES
MADAGASCAR	GRET	ACCOMPAGNER LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS D'ANTSIRABÉ	173 STAGES PROPOSÉS ET 1 883 PERSONNES FORMÉES DANS 9 FILIÈRES DIFFÉRENTES. LES SAVOIRS-FAIRES ET LES REVENUS DES PETITS ARTISANS SONT DURABLEMENT DÉVELOPPÉS.
SÉNÉGAL	GRDR, 5 GROUPEMENTS DE FEMMES, CONSEIL RURAL, ANCAR	APPUYER LES INITIATIVES ENTREPRENARIALES DES FEMMES AU SÉNÉGAL ORIENTAL	150 FEMMES RÉUNIES EN GROUPEMENT BÉNÉFICIENT DE CE PROJET. 2 BOULANGERIES TRADITIONNELLES SONT CONSTRUITES ET ÉQUIPÉES, 1 UNITÉ DE TRANSFORMATION DU LAIT EST CRÉÉE ET DES SYSTÈMES D'IRRIGATION SONT INSTALLÉS DANS LES CHAMPS.
VIETNAM	BATIK INTERTIONAL	ENCOURAGER L'ARTISANAT TEXTILE AUPRÈS DES FEMMES DE LA PROVINCE DE HA GIANG	40 FEMMES SONT ORGANISÉES EN COOPÉRATIVES. FORMÉES, ELLES TROUVENT DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX AU VIETNAM ET EN EUROPE VIA LES RÉSEAUX DU COMMERCE ÉQUITABLE.

AU TOGO : PROGRAMME VILLE-CAMPAGNE

Porté par Echoppe en partenariat avec Echoppe Togo, le programme Ville-Campagne, soutenu par l'Union européenne, est mis en oeuvre depuis janvier 2008. Inscrit sur une durée de 4 ans, il vise à rapprocher l'offre des producteurs de maïs de la demande des transformatrices et restauratrices de rue à Lomé. En 2008, un groupement comptant 52 femmes s'est constitué et a pu avoir accès à des petits prêts pour acheter le maïs. Elles remboursent toutes les semaines en fonction d'un échéancier fixé à l'avance. Dans le même temps, les producteurs de maïs ont bénéficié d'un appui technique d'ingénieurs agronomes et d'une distribution de semences améliorées et d'intrants qu'ils remboursent en maïs. Les premières commandes ont été livrées en novembre. Dès 2009, démarreront des formations visant à valoriser les produits fabriqués par les femmes et à améliorer la qualité.

APPUI AUX SOCIÉTÉS CIVILES DU SUD



TANT QUE LES POPULATIONS PAUVRES SERONT CONSIDÉRÉES COMME DES BÉNÉFICIAIRES PASSIFS DE L'AIDE INTERNATIONALE, IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT DURABLE DE LEUR SITUATION. DÈS LORS QU'ON LES AIDE À S'ORGANISER, ELLES PEUVENT EXPRIMER LEURS ASPIRATIONS, DÉVELOPPER LEURS CAPACITÉS D'INITIATIVE ET PARTICIPER PLEINEMENT À LEUR PROPRE DÉVELOPPEMENT.

Pour une aide au développement efficace et durable, il est possible d'agir :

- ⇒ en aidant les organisations locales à se structurer (associations de développement, coopératives, organisations de producteurs, associations de femmes, de jeunes, etc.) ;
- ⇒ en les accompagnant dans la réalisation de leurs propres projets ;
- ⇒ en plaidant pour une contribution effective des acteurs de la société civile à l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi des politiques publiques de développement.

PAYS	RESPONSABLE DE L'ACTION	PARTENARIAT LOCAL	RÉSULTATS ATTENDUS / OBTENUS
BRÉSIL	ESSOR	CEMAR, ASDP, SENAC, SENAI ET ORGANISMES DE FORMATION	LES PROCESSUS DE QUALIFICATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LA RÉGION PARAÍBA SONT AMÉLIORÉS. GRÂCE À UNE MEILLEURE LISIBILITÉ DES DISPOSITIFS, 600 JEUNES BÉNÉFICIENT D' ACTIONS D'INSERTION ÉCONOMIQUE OU DE FORMATION PROFESSIONNELLE.
BURKINA-FASO	AFDI	CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU FASO	LA FILIÈRE OIGNON, DE LA PRODUCTION À LA VENTE, EST MIEUX STRUCTURÉE. LES PRODUCTEURS AMÉLIORENT AINSI LES CONDITIONS DE STOCKAGE ET DE COMMERCIALISATION.
CAMBODGE	GERES	AMEDD, ICD, IEED	DES OUTILS DE VULGARISATION SONT RÉALISÉS POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE D'AGRO CARBURANTS À USAGE LOCAL.
COMORES, MADAGASCAR, MAURICE, MAYOTTE, LA RÉUNION	CGT	FISEMA, CTTTC, CSTOI, CTM	LE MOUVEMENT SYNDICAL DE L'Océan Indien EST RENFORCÉ DANS LES PROCESSUS D'INTÉGRATION RÉGIONALE.
MADAGASCAR	GRET	CITE	LE CENTRE D'INFORMATION TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE (CITE) DE MADAGASCAR MET EN PLACE DES PLATE-FORMES DE CONCERTATION LOCALES PUBLIC-PRIVÉ. LE PARTENARIAT ENTRE LES MICRO ET PETITES ENTREPRISES PRIVÉES ET LES POUVOIRS PUBLICS EST RENFORCÉ.
MALI	GERES	IRAM, AMEDD, YÉELEN KURA, IFP	L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT D'AGRO CARBURANTS À USAGE LOCAL EST ÉVALUÉ. FORMÉES ET OUTILLÉES, LES ONG LOCALES ANIMENT LE DÉBAT AUTOUR DE LEUR DÉVELOPPEMENT ENTRE DÉCIDEURS, PRODUCTEURS ET POPULATION.
MOZAMBIQUE	ESSOR	TRIMODER	LES ACTEURS INTERVENANT SUR LES PROBLÉMATIQUES DES JEUNES ET ADOLESCENTS DANS LA VILLE DE BEIRA SE CONSTITUENT EN RÉSEAU. UNE PLATE FORME DE 10 ASSOCIATIONS EST CONSTITUÉE ET 650 JEUNES ACCÈDENT À UNE FORMATION.
SÉNÉGAL	GRDR	ARD DE TAMBACOUNDA, IREF, BPF DE GOUDIRY, SERVICE RÉGIONAL DE L'HYDRAULIQUE, AATR, IDEN, SAED	LES COMPÉTENCES DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (GIC) DE BAKEL SONT RENFORCÉES. LES MEMBRES DES CONSEILS RURAUX SONT FORMÉS ET LES ÉLUS LOCAUX MAÎTRISENT L'INTERCOMMUNALITÉ. UN CLIMAT DE CONFIANCE S'INSTAURE ENTRE LES POPULATIONS ET LEURS ÉLUS.
SÉNÉGAL	GRET	ENDA GRAF SAHEL, FORUM KURUKAN-FUGAN	LE PARTENARIAT ENTRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SE DÉVELOPPE. LES DÉCIDEURS POLITIQUES SONT SENSIBILISÉS À LA PROBLÉMATIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE INFORMELLE.
TOGO	ECHOPPE	ECHOPPE TOGO	LE RÔLE DE LA RESTAURATION DE RUE EST PRIS EN COMPTE DANS LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT COMME MOYEN D'ACCÈS À UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DE RENFORCEMENT DES CONSOMMATIONS LOCALES ET D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

↳ LES PROGRAMMES CONCERTÉS PLURI ACTEURS (PCPA)

Les PCPA sont des instruments mis au point par le ministère des Affaires étrangères et européennes en lien étroit avec les ONG. Ils font directement écho à l'identité du CFSI. Le CFSI est l'une des rares organisations françaises assurant une mobilisation opérationnelle pluri acteurs, avec les collectivités territoriales (CUF) et les syndicats (CGT et CFTC). Il s'est donc trouvé assez naturellement engagé dans cet instrument innovant d'appui aux sociétés civiles du sud.

⇒ **EN ALGÉRIE**, cette initiative a été préparée depuis 2002, via un programme de formation d'agents de développement local soutenu par le CFSI. Nommé *Joussour*, le PCPA a désormais pris toute son ampleur et mobilise plus de **80 associations et collectivités territoriales algériennes et françaises** engagées sur les questions de l'enfance et de la jeunesse, avec la participation très active de Cités Unies France, de Batik international et du GRET, trois membres du CFSI.

Le programme *Joussour* s'adresse aux associations algériennes œuvrant pour l'enfance et la jeunesse. Ce dispositif de coopération algéro-français leur offre un soutien financier et technique dans la réalisation de leurs projets.

↳ Ci-contre, la liste des projets soutenus en 2008.

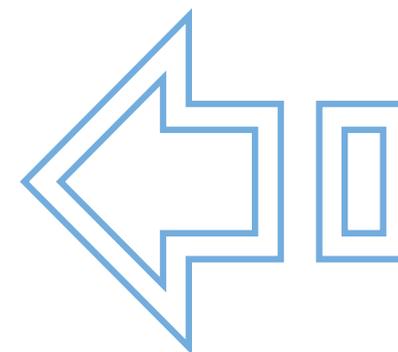
Pour en savoir plus, consulter le site : www.pcpalgerie.org

⇒ **EN RÉPUBLIQUE DU CONGO**, l'assemblée constitutive du programme s'est tenue en mai à Brazzaville. Elle a réuni **une soixantaine d'organisations locales, trois ministères congolais** (ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, ministère de la Santé, des Affaires sociales et de la Famille et ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire) **et une dizaine d'organisations françaises** dont les principales sont l'Assemblée des Départements de France, le DEFAP, Juristes Solidarité, l'École pour la paix, Auteuil international et trois membres du CFSI : la CGT, le GRET et Syfia International.

Ce programme dispose d'un Service d'appui aux projets qui a été lancé le 1er décembre 2008. Cet outil accompagne les organisations adhérentes au PCPA dans la mise en oeuvre de leurs projets.

↳ Pour en savoir plus, consulter le site : <http://pcpa-congo.org>

RÉNOVER LE DIALOGUE ENTRE SOCIÉTÉS CIVILES ET POUVOIRS PUBLICS, C'EST LÀ TOUT L'ENJEU DES « PROGRAMMES CONCERTÉS PLURI-ACTEURS » AFIN QUE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PRENNENT UNE PART ACTIVE DANS L'ÉLABORATION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT.



ASSOCIATION	PROJET SOUTENU
AFVE	ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT DANS DEUX ÉCOLES DE LA VILLE DE CONSTANTINE.
EL AMEL	ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT SCIENTIFIQUE ET CULTUREL CHEZ L'ENFANT.
EL-BAATH FAIL	DÉSENCLEAVEMENT NUMÉRIQUE.
ACO	PROJET D'ÉDUCATION À L'ALIMENTATION POUR LA SANTÉ DES JEUNES
ASPT	ACTION D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ EN COLLÈGE - LES MÉFAITS DU TABAC.
ADEL	DÉVELOPPEMENT DE LOISIRS POUR LES JEUNES, LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS ATTEINTS DE MALADIE NEUROMUSCULAIRE.
EL-INTISSAR	CRÉATION D'UN ESPACE MULTIMÉDIA DE DÉVELOPPEMENT, D'ÉDUCATION ET DE LOISIRS POUR ENFANTS ISSUS DE FAMILLES PAUVRES.
AAJD	CRÉATION D'UN ESPACE D'ÉVEIL DE LA PETITE ENFANCE DANS LA COMMUNE DE MISSERGHIN.
FARD	FORMATION DES JEUNES FEMMES À LA CRÉATION ET À LA GESTION D'UNE MICRO ENTREPRISE.
AMSI	UNITÉ DE SOUTIEN SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DÉFAVORISÉS EN DIFFICULTÉ SCOLAIRE.
EL-GAITH	ÉCOLE PRÉSCOLAIRE POUR ENFANTS EN DIFFICULTÉ AVEC OU SANS HANDICAPS ISSUS DE FAMILLES PAUVRES ET DÉMUNIES À BORDJ BOU ARRERIDJ.
SOS CULTURE	CARAVANE DE PROXIMITÉ : ÉDUCATION ARTISTIQUE ET ÉCHANGES CULTURELS À DESTINATION DES JEUNES DU QUARTIER POPULAIRE DE BAB-EL-OUED.
ECA	CIN-EDUC : EDUCATION PAR LE CINÉMA DANS LES MILIEUX SCOLAIRE ET RURAL.
IMC NOUR	POUR UNE PRISE EN CHARGE PRÉCOCE ET PLURIDISCIPLINAIRE DE L'ENFANT INFIRME MOTEUR CÉRÉBRAL À ORAN.
LPSJE	APPUI À L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA RESTAURATION D'ESPACES DE DIALOGUE POUR LES ENFANTS ET ADOLESCENTS DANS LES RÉGIONS DE KABYLIE.

↳ LE CFSI PARTENAIRE DU CNOSCG

CONSEIL NATIONAL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINÉENNE

La participation effective de la société civile aux politiques publiques étant un domaine commun de réflexion et d'action, le CNOSCG et le CFSI ont entamé en 2008 une coopération en Guinée Conakry.

Mis en place en février 2002, le CNOSCG rassemble différentes organisations guinéennes afin de faire entendre leur voix sur les préoccupations des populations. Il fédère les principaux réseaux et groupements d'ONG et d'organisations professionnelles et syndicales. Il est constitué de conseils régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux qui recouvrent l'ensemble du territoire national. Cette représentativité et cet ancrage à travers tout le pays confèrent au CNOSCG une reconnaissance des pouvoirs publics et une considération des citoyens.

En améliorant le dialogue entre ses membres et leur sentiment d'appartenance à ce collectif, le partenariat noué avec le CFSI vise à accompagner la participation de toute la société au débat public pour une réelle transition démocratique.

MÉDIATISER LA FACE INVISIBLE DU DÉVELOPPEMENT

La sensibilisation du public européen par les ONG aux enjeux du développement emprunte le plus souvent deux voies : celle des réalisations concrètes (adduction d'eau, centre de santé, etc.) et celle des campagnes d'information sur de larges problématiques (éducation, faim, etc.). Toutefois, beaucoup d'ingrédients du développement restent invisibles et, en particulier, le rôle joué par les acteurs locaux.

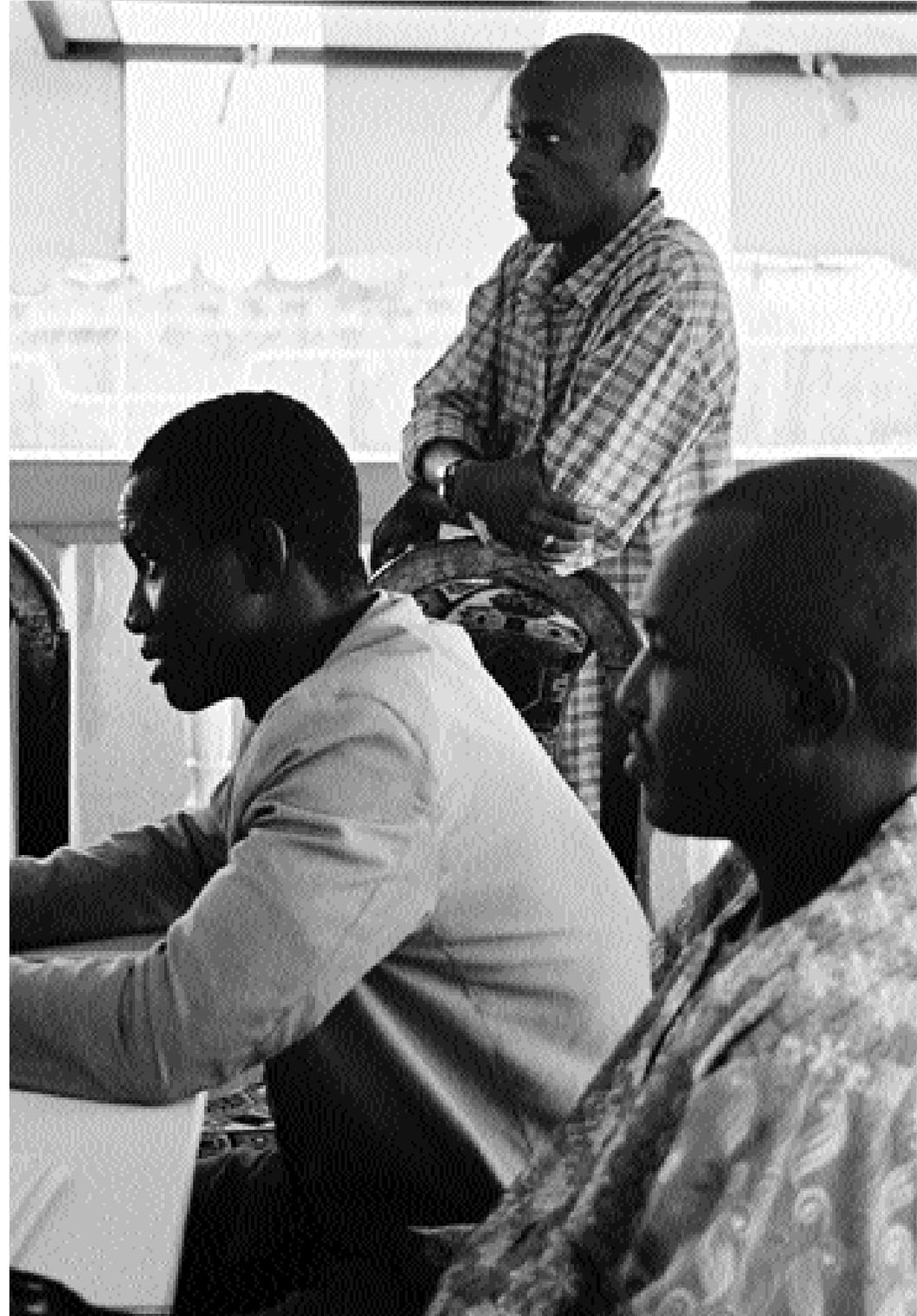
C'est méconnaître les aspirations et la capacité d'initiative des populations qui ne demandent qu'à participer au développement de leur propre territoire. Mettre en lumière ces initiatives portées par des héros ordinaires, voici tout l'enjeu du programme « Médiatiser la face invisible du développement » soutenu par l'Union européenne.

En coproduisant des documentaires destinés à un large public, le CFSI veut sensibiliser l'opinion publique au développement des pays du sud par leurs propres populations.

En 2008, le CFSI a soutenu la réalisation de deux documentaires :

« *Villa El Salvador, les bâtisseurs du désert* » de Jean-Michel Rodrigo

« *Autrement citoyens, des associations en mouvement* » d'Habiba Djannine



↳ Un public nombreux et mobilisé

Plus de 230 organisations ont relayé la campagne.
Près de 90 000 personnes sensibilisées à travers 325 actions menées dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE, dont 70 % à destination du grand public.

↳ Un festival national de films documentaires

Un programme de 4 projections-débats thématiques.
97 séances organisées dans 57 villes à travers la France.
8 200 spectateurs dont 2 700 élèves, notamment en lycées agricoles.

↳ Un appel en direction des décideurs

Dans la perspective des élections européennes de juin 2009, le CFSI et ses partenaires ont lancé l'Appel de Luxembourg pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysannes et durables dans les pays du Sud.

#2 INFORMER, ÉDUQUER, MOBILISER

LE PREMIER OBJECTIF DU MILLÉNAIRE, ADOPTÉ EN 2000 PAR LES NATIONS UNIES, VISE À RÉDUIRE DE MOITIÉ LA PROPORTION DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM DANS LE MONDE. IL NE SERA PAS ATTEINT. PIRE, CE NOMBRE REMONTE DEPUIS QUELQUES ANNÉES : FIN 2008, 1 PERSONNE SUR 7 SOUFFRE DE LA FAIM A TRAVERS LE MONDE.

↳ INFORMER

sur les mécanismes qui appauvrissent de très nombreuses familles pauvres à travers le monde, sur ce paradoxe qui veut que les ¾ de ceux qui ne mangent pas à leur faim soient des paysans et des ruraux.

↳ SENSIBILISER

aux causes de la sous-alimentation et de la malnutrition, sur les contradictions flagrantes entre, d'une part, les efforts d'aide au développement en direction des pays pauvres et, d'autre part, les effets d'une libéralisation du commerce agricole qui met à mal les économies les plus fragiles.

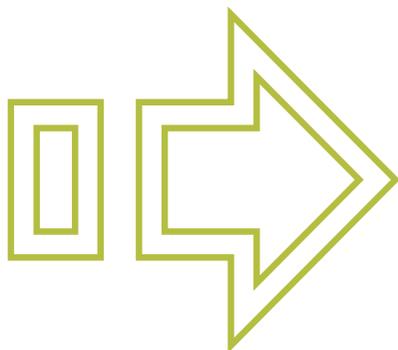
↳ MOBILISER

les citoyens pour que soient réellement respectés le droit à l'alimentation et le droit à la souveraineté alimentaire.

C'est le sens de la campagne ALIMENTERRE, lancée dès l'année 2000, dont le temps fort a lieu en automne, autour de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre). Campagne de sensibilisation et de mobilisation, ALIMENTERRE se décline en une série de manifestations partout en France et, depuis 2008, au travers d'un festival national de films documentaires. Relayée dans plusieurs pays européens et africains, la campagne densifie chaque année son audience.

ALIMENTERRE, ce sont aussi des actions de plaidoyer pour faire entendre la voix des plus faibles auprès des institutions publiques.

ALIMENTERRE : INFORMER LE PUBLIC



POUR LA 9^E FOIS, PLUS DE 250 ORGANISATIONS EN FRANCE, EN EUROPE ET EN AFRIQUE SE SONT MOBILISÉES AVEC LE CFSI POUR INFORMER L'OPINION PUBLIQUE SUR LES CAUSES DE LA FAIM DANS LE MONDE ET PROMOUVOIR LE RESPECT DU DROIT À L'ALIMENTATION.

↓ ALIMENTERRE, UNE CAMPAGNE POUR COMPRENDRE ET AGIR

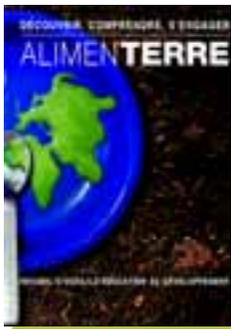
Sous-titrée "Le monde a faim : nos choix sont vitaux", la campagne ALIMENTERRE 2008 s'était choisie pour thème "Produire, transformer, consommer autrement au Nord comme au Sud". Pour illustrer et appuyer ce propos, plusieurs outils ont été créés et diffusés auprès du public.



Un tiré-à-part du magazine " Alternatives Economiques " développe une analyse de la crise alimentaire, l'état de la faim dans le monde et propose des solutions concrètes autour de l'agriculture familiale.



Un recueil de témoignages « Du champ à l'assiette » illustre au travers de projets de terrain, des modes de production, de transformation et de consommation alternatifs au Sud.



Un recueil d'outils pédagogiques propose des jeux et des animations auprès de scolaires sur le thème de la faim dans le monde.



Une enquête sur les modes de production, transformation et consommation alternatifs en France dresse un état des lieux et analyse ces pratiques.

Lille Montpellier Poitiers Valence Bordeaux
Orléans Besançon Limoges Lorient
Clermont-Ferrand Paris Lyon Bobigny
Lomé Louviers Briançon Saint-Brieuc
Ploemeur Grenoble Belfort

↓ ALIMENTERRE, UN RÉSEAU EN ACTION

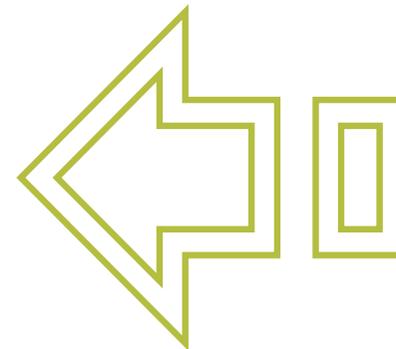
La campagne ALIMENTERRE 2008 a été menée en partenariat avec Action Solidarité Gard / Africafaim / Agir ABCD / AFDI / Agrisud International / AVSF / Anis étoilé / Anophèle / BATIK International / Cap Solidarités / CIEPAC / Cités Unies France / CODES / CFTC / CGT / CRIDEV / CRISLA / CROSI / DRAF Poitou-Charentes / ECHOPPE / Électriciens sans frontières / Élevages sans frontières / ESSOR / Fédération Artisans du Monde / GERES / GRDR / GRET / Ingénieurs Sans Frontières / Lafi Bala / Ligue de l'enseignement de la Loire / Maison des droits de l'Homme - Limoges / Misola / Mutualité Française / RADSJ / RECIDEV / RESIA / Ritimo / Secours Populaire Français / Starting-Block / Syfia International / TECHNAP / Tech-Dev / UNADEL / Via le monde / Les Maisons familiales rurales **et relayée par plus de 230 organisations locales.**

ALIMENTERRE : FESTIVAL DE FILMS

963 millions... En progression par rapport à 2007, ce chiffre communiqué par la FAO fin 2008 donne le vertige. Ainsi, la faim touche une personne sur sept. Caractérisée par une forte volatilité des prix agricoles, la récente crise alimentaire a particulièrement éprouvé les pays dont l'autosuffisance alimentaire dépend des importations. Partout, s'exacerbe une tendance à la sécurisation des approvisionnements nationaux et à la spéculation. Ainsi, des millions d'hectares sont rachetés ou simplement mis à disposition en Afrique ou en Inde pour la création de « Mega Food Parks », vastes espaces entièrement dédiés aux cultures agricoles d'exportation, à visée alimentaire ou énergétique. Ce processus massif de confiscation des terres est une grave menace pour la sécurité alimentaire des populations des pays en développement. Usage de pesticides, OGM, production d'agrocarburants ou développement de l'agriculture biologique, en France aussi, les questions agricoles et alimentaires sont quotidiennement débattues.



97 % DES SPECTATEURS DU FESTIVAL DE FILMS SE DÉCLARENT SATISFAITS OU TRÈS SATISFAITS DE LA SÉANCE À LAQUELLE ILS ONT ASSISTÉ.



Mettre des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde, comme le propose le Festival de films documentaires ALIMENTERRE est donc plus que jamais d'actualité !

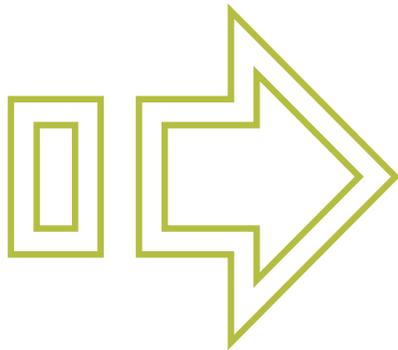
⇨ NOVEMBRE 2008 : LE SUCCÈS AU RENDEZ-VOUS DE CETTE PREMIÈRE ÉDITION NATIONALE

8 200 spectateurs
97 projections-débats
98 intervenants mobilisés lors des débats
22 pôles et relais organisateurs
97 villes à travers la France
4 séances thématiques :

- ⇨ Paysannerie dévastée, l'humanité en danger ?
- ⇨ Manger ou conduire, il faut choisir ?
- ⇨ OGM : en quoi ça gêne ?
- ⇨ De la fourche à la fourchette, le règne de l'agrobusiness ?



ALIMENTERRE : INFLUENCER LES DÉCIDEURS



EN 2008, LE CFSI A DÉCIDÉ DE SE CONCENTRER SUR LA COHÉRENCE DES POLITIQUES EUROPÉENNES PAR RAPPORT AU DROIT À L'ALIMENTATION, AU DÉVELOPPEMENT D'AGRICULTURES FAMILIALES DURABLES ET À LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE. CETTE APPROCHE SERVIRA DE FIL CONDUCTEUR AUX ACTIONS DE PLAIDOYER DES PROCHAINES ANNÉES.

⇒ Un cas pratique : les filières lait en Afrique

En 2006 et 2007, les campagnes pour une agriculture familiale menées par le CFSI s'appuyaient sur l'exemple des filières laitières africaines. Elles dénonçaient les risques liés aux importations massives de poudre de lait et prônaient le droit à la souveraineté alimentaire partout et pour tous.

En 2008, suite à la hausse des prix, trois études ont été réalisées sur les conséquences de ces augmentations sur les filières lait au Niger, au Sénégal et dans l'Union européenne (études téléchargeables sur le site du CFSI).

⇒ L'agriculture est malade, soignons la PAC !

Aux côtés du CCFD, de la Fédération Artisans du Monde, des Amis de la Terre, de la Confédération Paysanne, de Peuples Solidaires et d'ATTAC, le CFSI a mené campagne pour une meilleure prise en compte des intérêts des agriculteurs du Sud à l'occasion du bilan de santé de la Politique agricole commune européenne. La pétition qui a recueilli 31 000 signatures a été remise au Ministre de l'Agriculture.

⇩ ALIMENTERRE, PLAIDOYER POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE DURABLE AU SUD

⇒ Appel de Luxembourg

Du 2 au 6 octobre 2008, le CFSI, SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg ont organisé un séminaire à Luxembourg dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE. Il a réuni des représentants d'associations et d'organisations paysannes burkinabés, sénégalaises, nigériennes, polonaises, tchèques, belges, luxembourgeoises et françaises. Ensemble, ils ont adopté un **appel « pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysannes et durables dans les pays du sud »**.

Ce texte s'adresse notamment aux partis politiques dans la perspective des élections européennes de juin 2009. Suite à la présentation de l'Appel devant le

Parlement européen et la Commission européenne, les Verts ont apporté leur soutien. Le PS, le Modem et le PCF ont rédigé une réponse détaillée.



TERRITOIRES SOLIDAIRES POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Le 16 octobre 2008, Journée mondiale de l'alimentation, était placée sous le signe de la coopération de territoires à territoires comme instrument de lutte contre la faim.

Une journée de débat intitulée " Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ? " a donné le coup d'envoi d'une collaboration avec Cités Unies France, association de collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération internationale, membre du CFSI. Objectif : sensibiliser les responsables de la coopération décentralisée aux enjeux agricoles et alimentaires en Afrique et encourager les collaborations entre collectivités territoriales et organisations de la société civile.





#2 INFORMER, ÉDIFIER, MOBILISER

ALIMENTERRE EN ACTIONS : PLAIDOYER ET EDUCATION AU DÉVELOPPEMENT



En 2008, le CFSI a vu progresser ses missions sociales visant à lutter durablement contre la faim et la pauvreté. Celles-ci représentent 81 % des charges de l'exercice. Ce développement reflète l'engagement toujours plus important du CFSI. Il n'a été possible que grâce à la confiance de chaque donateur du CFSI et des financeurs institutionnels. Dans un contexte de crise économique qui frappe durement les populations des pays les plus pauvres, notre action est plus que jamais indispensable.

Les explications ci-après vous permettront de connaître les grandes lignes des comptes de 2008. Si vous souhaitez recevoir les comptes détaillés, n'hésitez pas à les demander à l'équipe du CFSI qui vous les adressera par courrier ou à les consulter sur le site Internet.

Christophe Alliot,
trésorier



UNE GESTION RIGoureuse ET CONTRÔLÉE DE MANIÈRE INDÉPENDANTE

Les comptes du CFSI ont été examinés et certifiés par M Raphaël Barouch, Commissaire aux comptes. L'Assemblée générale du CFSI qui regroupe 24 organisations de solidarité internationale, les a approuvés le 18 juin 2009.

le comité de la charte du don en confiance



est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis 20 ans, le Comité a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur 4 grands principes :

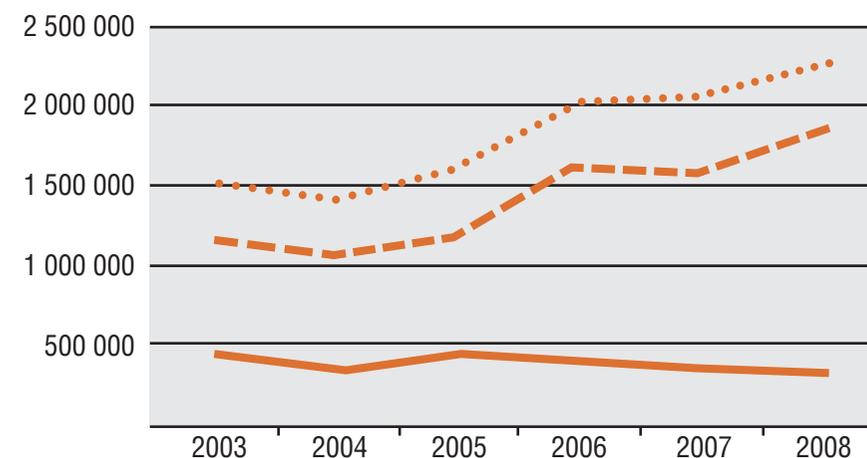
- Fonctionnement statutaire et gestion désintéressée
- Rigueur de la gestion
- Qualité de la communication et de la collecte de fonds
- Transparence financière

Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte et le Comité en contrôle l'application.

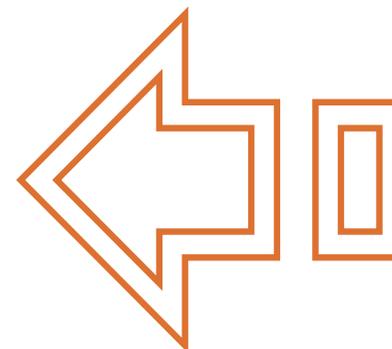
Pour consulter la liste des organisations agréées : www.comitecharte.org

ÉVOLUTION DU BUDGET HORS ENGAGEMENT

- Missions sociales
- Collecte et fonctionnement
- Total



VOUS POUVEZ OBTENIR SUR SIMPLE DEMANDE LES COMPTES DÉTAILLÉS DE L'EXERCICE INCLUANT LES ANNEXES FINANCIÈRES ET LE RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT RETROUVER LES RAPPORT D'ACTIVITÉS ET LES COMPTES DEPUIS 2004 SUR LE SITE DU CFSI : WWW.CFSI.ASSO.FR



ACTIF	31/12/2007	31/12/2008	PASSIF	31/12/2007	31/12/2008
Actif immobilisé	59 800	58 041	Capitaux propres	314 513	367 309
Produit à recevoir SICAV et banque	301 594	367 928	Fonds dédiés aux projets	545 799	1 699 153
Charges constatées d'avance	974 672	2 080 468	Provision pour risques	0	0
	284 755	1 456 276	Dettes	760 509	1 896 251
TOTAL ACTIF	1 620 821 €	3 962 713 €	TOTAL PASSIF	1 620 821 €	3 962 713 €

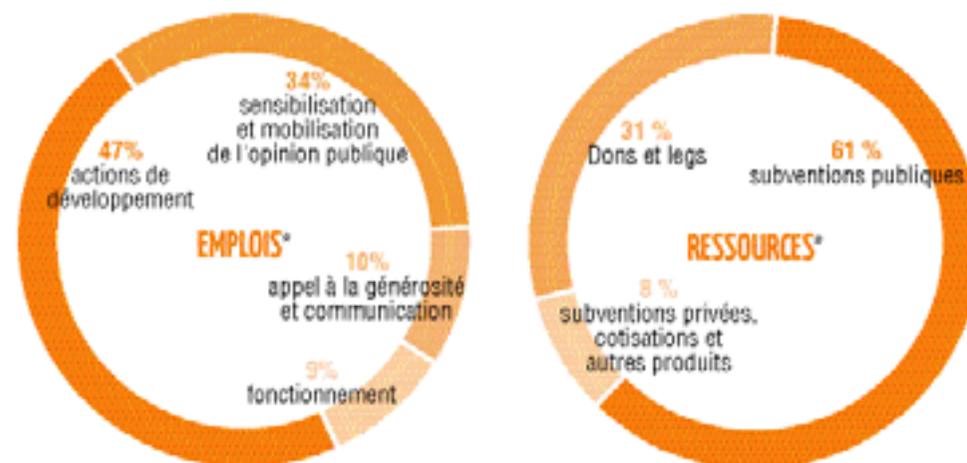
Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La progression du total du bilan constatée au 31 décembre 2008 reflète **le développement des programmes de lutte contre la faim et la pauvreté qui, pour être efficaces, s'inscrivent dans la durée.** Ceci implique des engagements pluriannuels avec les organisations membres du CFSI ou des partenaires dans des pays en développement. D'où l'augmentation des charges constatées d'avance et, en parallèle, des dettes correspondant aux engagements qui sont progressivement décaissées en fonction de l'avancée des projets.

Les subventions et les dons affectés à des projets pluriannuels qui se poursuivront en 2009 et 2010 sont inscrits en fonds dédiés. Ceux-ci sont plus importants qu'au 31 décembre 2007 notamment en raison de fonds affectés aux programmes menés en République du Congo et en Algérie (Cf page 9).

↓ LA SITUATION FINANCIÈRE DU CFSI RESTE SAIN

- ↳ les fonds propres permettent de financer d'éventuels décalages de trésorerie ;
- ↳ les dettes à court terme sont financées par les produits à recevoir (essentiellement des subventions) et la trésorerie.

↓ RÉPARTITION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES 2008



* hors engagements

LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

EMPLOIS EN EUROS		Réalisé 2007	2007 en % des emplois*	Réalisé 2008	2008 en % des emplois*
1	Animation des programmes de développement	176 971	9 %	183 747	8 %
1	Programme agriculture et alimentation	187 821	9 %	211 512	9 %
1	Programme économie sociale et solidaire	140 361	7 %	55 078	2 %
1	Programme société civile et participation	425 222	21 %	634 245	28 %
2	France : opinion publique	623 189	30 %	770 188	34 %
Sous total missions sociales		1 553 564	76 %	1 854 770	81 %
3	Appel à la générosité	278 064	14 %	189 526	9 %
4	Communication	22 626	1 %	29 085	1 %
5	Fonctionnement	185 444	9 %	213 203	9 %
Sous total fonctionnement et communication		486 134	24 %	431 814	19 %
Charges exceptionnelles		2 345	0 %	51	0 %
Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat		2 042 043	100 %	2 286 635	100 %
6	Engagements affectés aux missions sociales	525 777		1 598 625	
Total des emplois affectés aux missions sociales		525 777		1 598 625	
7	Excédent exercice	26 814		52 796	
TOTAL GÉNÉRAL DES EMPLOIS		2 594 634		3 938 056	

* hors engagements aux missions sociales

LES EMPLOIS

1. MISSIONS SOCIALES : ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Les dépenses liées aux activités de coopération avec les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (1 084 582 €) comprennent :

↳ les frais de suivi et d'animation des programmes (183 747 €), autrement dit les ressources humaines affectées à l'animation et au suivi des programmes de coopération ;

↳ les actions soutenues au Sud déclinées en trois programmes : agriculture et alimentation (211 512 €), économie sociale et solidaire (55 078 €), société civile et participation aux politiques publiques (634 245 €). Ces montants sont répartis en fonction des engagements pris avec les partenaires du Sud et les membres du CFSI et selon les projets proposés par les organisations membres du CFSI et approuvés par le bureau de l'association.

Au total, plus de 50 projets ont été soutenus en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Les actions de développement sont cofinancées par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, l'Union européenne et par les donateurs du CFSI.

2. MISSIONS SOCIALES : SENSIBILISATION ET MOBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Pour lutter durablement contre la faim, le CFSI mène des actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE. En 2008, plus de 88 000 personnes ont été sensibilisées. Ces actions sont financées essentiellement par l'Union européenne, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, des soutiens privés (fondations) et par les donateurs du CFSI.

3. APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Les frais d'appel à la générosité incluent l'envoi de quatre courriers par an aux donateurs, les frais de mobilisation de nouveaux donateurs et les frais du personnel impliqué dans la recherche de fonds.

4. COMMUNICATION

Les frais de communication concernent essentiellement la communication institutionnelle du CFSI.

5. FONCTIONNEMENT

La progression des frais de fonctionnement (locaux, personnel administratif) s'explique par un renforcement du secteur administratif et financier indispensable à une bonne gestion de la structure. A noter : le CFSI veille à limiter ces frais au maximum : ils ne représentent que 9 % des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat.

6. ENGAGEMENTS AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

Le CFSI agit sur la durée et mène des programmes pluriannuels. Les fonds affectés à ces projets mais non encore utilisés à la fin de l'année sont comptabilisés au titre des engagements. Ils sont utilisés pour la poursuite des projets l'année suivante et font alors l'objet d'une reprise sur ressources affectées.

7. RÉSULTAT

L'excédent de l'exercice (52 796 €) a permis au CFSI de reconstituer ses fonds propres suite à un déficit constaté en 2006 et d'alimenter la réserve statutaire.

LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

RESSOURCES EN EUROS		Réalisé 2007	2007 en % des ressources*	Réalisé 2008	2008 en % des ressources*
8	Dons	607 822	27 %	631 473	18 %
9	Legs	95 714	4 %	439 437	13 %
10	Subventions privées	157 475	7 %	41 229	1 %
11	Subventions publiques	1 249 348	55 %	2 124 588	61 %
12	Cotisations	31 285	1 %	28 000	1 %
13	Autres produits	124 313	6%	228 059	6 %
Total des ressources inscrites au compte de résultat		2 265 957	100 %	3 492 786	100 %
14	Reprise sur ressources affectées aux missions sociales	328 677		445 270	
Total des reprises sur ressources affectées aux missions sociales		328 677		445 270	
TOTAL GÉNÉRAL DES RESSOURCES		2 594 634		3 938 056	

* hors reprise sur ressources affectées

LES RESSOURCES

8. LES DONS

En 2008, le montant des dons a progressé de 4 % grâce à l'engagement des donateurs du CFSI. Parmi eux, plus d'un quart soutiennent l'action du CFSI par prélèvement mensuel ou trimestriel.

Tous ces gestes renforcent l'indépendance du CFSI et permettent de mieux prévoir nos activités.

9. LES LEGS

Le CFSI est une association reconnue d'utilité publique.

Ce statut lui permet de recevoir des legs exonérés de droits de succession et des donations. En 2008, 4 legs ont été encaissés dont un legs important constitué d'un appartement.

10. LES SUBVENTIONS PRIVÉES

Les subventions privées correspondent à des soutiens de fondations : en 2008, différentes fondations, dont la Fondation de France, la Fondation Chèque Déjeuner et le Crédit Coopératif ont cofinancé le programme réalisé en Algérie et la campagne ALIMENTTERRE.

11. LES SUBVENTIONS PUBLIQUES

En 2008, les subventions publiques ont progressé, notamment en raison d'un soutien important du Ministère des Affaires étrangères et européennes pour mener des programmes en République du Congo et en Algérie. Les actions de développement et de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique sont également soutenues financièrement par l'Union européenne et la Ville de Paris.

12. COTISATIONS

Les cotisations proviennent des organisations adhérentes au CFSI. Au 31 décembre 2008, le CFSI rassemblait 24 membres impliqués dans au moins l'un des trois axes thématiques du CFSI : le soutien à l'agriculture familiale, le développement de l'économie solidaire, le programme société civile et participation aux politiques publiques.

13. AUTRES PRODUITS

Les autres produits incluent les participations d'organisations membres ou de partenaires à des programmes et les produits financiers.

14. REPRIS SUR RESSOURCES AFFECTÉES AUX MISSIONS SOCIALES

Les reprises concernent les ressources affectées les années précédentes à des actions pluriannuelles qui ont été mises en oeuvre durant l'exercice.

↓ Vous pouvez obtenir sur simple demande les comptes détaillés de l'exercice incluant les annexes financières et le rapport du commissaire aux comptes. Vous pouvez également télécharger le rapport d'activités et les comptes 2008 sur le site du CFSI : WWW.CFSI.ASSO.FR

#3 LES COMPTES 2008



En ce moment
je fais pousser du mil
au Mali!

comme elle, donnez aux petits agriculteurs les moyens
de lutter durablement contre la faim

